



Communiqué de presse

Tarbes, le 18 janvier 2022

Un accès égal pour tous à une offre de soins sur tout le territoire de la République.

Suite à la conférence de presse qui s'est tenue le 14 janvier pour annoncer le lancement de la reconstruction des hôpitaux de Tarbes et Lourdes sur un site commun à Lanne, nous tenons à réagir aux propos de Jeanine Dubié.

La parlementaire députée sortante de la 2ème circonscription sous l'étiquette Parti Radical de Gauche est ici clairement sur la voie de droite. Elle s'est livrée à un exercice d'autosatisfaction digne du maître de Candide devant tous les malheurs du monde : « Il est démontré, disait-il, que les choses ne peuvent être autrement : car, tout étant fait pour une fin, tout est nécessairement pour la meilleure fin. » !

Que ce projet soit justifié par la nécessité d'éponger les dettes des hôpitaux existants, voilà un des réflexes des politiques néolibérales : assécher les services publics pour ensuite les fermer ou les restructurer au mépris de l'intérêt général.

Que ce projet soit réjouissant pour les élus locaux du fait du budget exceptionnel accordé par l'État (210 + 48M€), voilà encore un acte de prestidigitation du gouvernement actuel : on déshabille Paul pour habiller Jacques, on crée du travail pour le secteur du BTP et on donne l'impression aux électeurs d'avoir de grands projets !

Loin de ce satisfecit, nous nous alarmons d'une construction à marche forcée aux dangereuses conséquences. Les politiques de santé détruisent le maillage territorial : en 2021, une étude commandée par l'Association des Maires Ruraux de France constate que 37 % des habitants des zones rurales vivent à plus de 30 minutes d'un service d'urgence. Ces 30 minutes sont le temps admis comme seuil critique. Dans notre département, les habitants de la partie sud montagneuse sont actuellement à 45 minutes d'un service d'urgence. Qu'en sera-t-il en 2028, avec la fermeture programmée de l'hôpital de Lourdes ?

Selon nous, le rôle d'un parlementaire est de combattre aux côtés des élus locaux les fractures territoriales. Notre objectif est celui-ci : un accès égal pour tous à une offre de soins sur tout le territoire de la République.

Grégory Korn – Victoria Klotz – Sylvie Ferrer – Benjamin Sire
Pour la coordination France Insoumise 65